



SENEGAL

ALLOCUTION

DE SON EXCELLENCE

MAITRE ABDOULAYE WADE,

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

DU SENEGAL,

AU DEBAT GENERAL DE LA 62^{ème} SESSION

ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

DES NATIONS UNIES

New York, le 25 Septembre 2007

Vérifier au prononcé

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Le Sénégal, par ma voix, salue votre élection à la Présidence de la Soixante-deuxième Session de l'Assemblée générale, vous félicite et vous soutient dans l'accomplissement de votre haute charge.

Votre prédécesseur, Madame Sheikha Haya Rashed Al Khalifa, du Royaume du Bahreïn, Pays ami du Sénégal, mérite nos hommages appuyés et le témoignage de notre gratitude pour la brillante contribution qu'elle a apportée, tout au long de son mandat, à la redynamisation de l'Assemblée générale des Nations Unies.

J'ai une pensée particulière pour mes frères et sœurs de la Diaspora qui ont fêté cette année le 200^{ème} anniversaire de l'abolition de l'esclavage.

Ce commerce honteux et répugnant, constitue la plus grave atteinte à la dignité de la personne humaine, tout comme la colonisation qui en est le prolongement.

C'est pourquoi je voudrais, solennellement, mettre ici en garde contre les thèses affreuses du révisionnisme dans leur vaine tentative de falsification de l'histoire.

L'action coloniale, par son dessein et sa logique exclusive de domination, d'exploitation et d'asservissement, ne peut se prévaloir d'une quelconque mission civilisatrice ni d'une retombée positive parce qu'elle est, par nature, une négation de la condition humaine.

Nous devons rester vigilants et mobilisés. Oui pour le pardon, disons nous au Sénégal, mais non à l'oubli et à la manipulation de l'histoire.

**Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de
Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégations,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs,**

Le débat de haut niveau que nous venons de consacrer à la grave question des changements climatiques confirme une fois de plus la terrible menace que ce phénomène fait peser sur notre planète, notre habitat commun.

C'est pourquoi je voudrais saluer l'initiative du Secrétaire général, Monsieur BAN Ki-moon, de replacer ce dossier prioritaire au cœur de notre agenda dans la recherche d'une coopération internationale plus dynamique, plus inclusive et plus féconde, pour relever ce défi de dimension mondiale auquel aucun de nos Etats ne peut apporter une réponse isolée.

Nous avons tous ici constaté les dégâts. L'homme a manqué de sagesse. Il a, plus ou moins consciemment, détruit cette terre que Dieu nous avait prêtée. Nous devrions lui demander pardon et l'implorer.

La lutte contre les changements climatiques appelle des solutions novatrices tenant compte de la situation particulière des pays qui, sans être des pollueurs significatifs, subissent au quotidien les graves conséquences de ce phénomène des temps modernes.

Le Sénégal est conscient de la responsabilité qui lui incombe de participer à la lutte contre la pollution.

C'est ainsi que pour **l'exploitation de nos ressources minières**, nous veillons particulièrement à la remise en l'état de l'écosystème et au recours à des pratiques et technologies non polluantes. C'est ce que nous avons exigé et obtenu, il y a moins d'une semaine, d'une société avec laquelle nous avons conclu un contrat d'exploitation du titane et du zircon sur notre côte atlantique.

1.

Nous avons également interdit l'importation de véhicules d'occasion âgés de plus de cinq (05) ainsi que les équipements électroménagers polluants.

2.

Nous mettons aussi progressivement en place une politique de lutte contre **l'érosion côtière**, en construisant, sur la côte, à la limite de la marée haute, **un mur de 2,5m à 3m** de profondeur reposant sur le socle granitique, argileux ou calcaire du plateau continental et large de 40 cm en béton armé. Bon à freiner les avancées de la mer pour 50 à 100 ans, selon les experts, nous l'appelons "**le Mur de l'Atlantique**". Le seul inconvénient est qu'il coûte cher, \$ 2.000 le mètre. Aussi, n'avons-nous pu faire que 2 Km sur une longueur de plage de plus de 240 km !

Mais c'est l'arme absolue.

Nous venons en outre de lancer un projet de ports adossés sur des zones franches alternées avec des complexes touristiques sur la façade atlantique. C'est aussi un moyen radical de freiner l'avancée de la mer.

L'érosion côtière du Maroc au Sénégal en passant par la Mauritanie est une menace réelle que la Communauté internationale devrait prendre très au sérieux.

3. Dans l'espace des pays sahéliens, nous avons entrepris, à la lisière du désert, de construire **une Grande Muraille Verte de 7000 km** de long sur 10 à 150 km de large, de Dakar à Djibouti. C'est un projet CEN SAD / UNION AFRICAINE. doutant fort de la capacité d'une approche multilatérale, nous comptons d'abord sur nous-mêmes, chaque pays devant construire sa partie du mur qui traverse son territoire en plantant des arbres. Nous voulons aussi
4. généraliser l'expérience sénégalaise **des bassins de rétention** d'eau de pluie pour utiliser les milliards de tonnes d'eau qui tombent en hivernage et disparaissent en infiltration dans le sol ou s'écoulent à la mer. Les 250 bassins que nous avons construits changent complètement la vie des paysans qui peuvent s'adonner à diverses activités agro-sylvo-pastorales même en saison sèche.

Le Sénégal a également pris l'initiative, avec d'autres pays du Continent, de créer l'Association des Pays Africains non Producteurs de Pétrole (PANPP)

5. OPEP VERTE

dont l'objectif vise, entre autres, à favoriser le développement des biocarburants, par l'exploitation du potentiel du Continent en énergies renouvelables. Notre vocation est d'être un Green OPEP.

6. A ce propos, je me réjouis du lancement, ici même à New York, le 02 mars 2007, du **Forum international des Biocarburants**.

En ma double qualité de Président de l'Association PANPP et de Coordonnateur des volets énergie et environnement du NEPAD, je lance un appel solennel aux initiateurs du Forum pour un partenariat fécond avec l'ANPP autour de la poursuite de notre objectif commun de promouvoir l'utilisation des énergies alternatives.

Monsieur le Président,

Dans la poursuite de leurs efforts de développement économique et social les pays du Sud, ceux d'Afrique en particulier, continuent de faire face à des obstacles quasi insurmontables.

Je veux notamment dénoncer la grave entorse à la liberté des échanges que constituent **les subventions agricoles des pays développés**. Ces

pratiques ruineuses pour nos paysans sont, faut-il le répéter, contraires aux règles de l'OMC parce qu'elles faussent la concurrence en fermant les marchés des pays développés à nos produits.

Le paradoxe, c'est qu'au même moment, on impose à nos pays d'ouvrir leurs marchés au nom du libre échangeisme.

Comment avec un tel déséquilibre s'étonner que la part de l'Afrique dans le commerce mondial soit inférieure à 2% ?

Je l'ai dit au Sommet du G8 à Heiligendamm en Allemagne et je le répète ici : **l'Afrique n'est pas pauvre, elle a été appauvrie.** Plus que d'aide, nous avons plutôt besoin de justice, d'équité et du respect par tous des règles qui encadrent le commerce mondial. Suivant l'heureuse formule du Révérend Martin Luther King il y a 44 ans, « **we refuse to believe that the bank of justice is bankrupt** » !

7. Au demeurant, entre pays à niveau de développement inégal, les mesures commerciales ne sont pas à elles seules opérantes. Elles doivent être complétées par des mesures économiques.

Monsieur le Président,

8. La recherche du développement économique et social, objet de tant de débats dans cette Assemblée, vise, dans sa finalité, à libérer l'homme du besoin en faisant reculer les frontières de la pauvreté.

Or, sommes nous sûrs d'avoir la même compréhension de la pauvreté ?

Dans la définition classique, est considérée comme pauvre toute personne vivant avec moins d'un dollar par jour.

Mais peut on raisonnablement, même avec un, voire deux ou trois dollars par jour, se procurer un logement décent, se nourrir, s'habiller éduquer et soigner sa famille ?

Non, la pauvreté ne doit pas se définir en termes de revenus suivant un standard aussi bas mais plutôt en termes de conditions de vie.

9. La pauvreté résulte d'un cumul de déficits ou groupe de besoins "cluster of needs" et se traduit par un non accès :
- à un toit décent ;
 - à une nourriture en qualité et quantité suffisante ;
 - à l'eau potable ;
 - à l'habillement ;
 - aux soins de santé ;
 - à l'éducation et à la formation ;
 - et enfin à un environnement assaini.

Comment faire face à tous ces besoins humains fondamentaux avec un, deux ou trois dollars par jour ?

Ne soyons pas prisonniers d'idées reçues et immuables. Le temps est venu de revoir la définition de la pauvreté. Au Sénégal, nous appliquons cette conception par « Le plan Jaxxay » lancé en 2005, qui construit, pour

10. Habitat

les bas salaires des maisons, très belles, à \$10.000 payables en 20 ans, soit des mensualités de \$70. C'est la doctrine "Une famille un toit". La cité offre les autres prestations : l'eau potable, les services de santé et d'éducation.

Monsieur le Président,

11. Avec la révolution du numérique, la loi de la vitesse caractérise peut être mieux que nul autre paradigme le 21ème siècle.

Aujourd'hui, les TICs qui transmettent l'information à la vitesse de la lumière définissent de nouvelles frontières au sein et entre les Nations.

Ceux qui ont accès à ce formidable réservoir du savoir défient le temps et l'espace pour acquérir les dernières connaissances disponibles.

A l'inverse, ceux qui sont déconnectés de la société de l'information courent un risque certain de marginalisation.

L'Internet n'est un luxe pour aucun pays, aucun peuple. Bien au contraire, c'est une chance pour tous et un raccourci qui offre aux pays du Sud une occasion sans précédent de réduire la longue marche vers le développement économique.

Voilà pourquoi en ma qualité de coordonnateur du NEPAD pour les TICs, j'avais proposé au Sommet de l'UIT à Genève en 2003, le Fonds de

12. **Solidarité Numérique**. Le siège, qui se trouve à Genève, est déjà opérationnel, notamment dans le domaine de la télémédecine. Il fonctionne exclusivement avec des contributions volontaires, publiques ou privées.

Je renouvelle mon appel aux Etats, aux Gouvernement locaux, aux villes, au secteur privé et aux simples citoyens du monde pour une adhésion massive et une contribution effective au Fonds de Solidarité Numérique.

Le «Principe de Genève», mécanisme novateur de mobilisation des ressources, offre à toute entreprise qui gagne un marché de biens ou services liés aux TICs, de verser au Fonds 1% du montant de la transaction, prélevé sur sa marge bénéficiaire.

La solidarité numérique n'est pas une œuvre caritative mais un partenariat intelligent, «a win-win situation», en ce sens que le renforcement des capacités numériques du Sud ouvre de nouvelles perspectives de marchés pour les entreprises partenaires.

13. Je voudrais également rappeler au titre des mécanismes innovant **la taxe sur les billets d'avion** pour le financement du développement.

Avec le **Groupe pilote sur les mécanismes de financement novateurs** que le Sénégal aura l'honneur de présider à partir de fin Septembre, une preuve supplémentaire est faite que la mobilisation des moyens sur la base du volontariat est une voie crédible et novatrice de solidarité entre les peuples dans la quête du mieux être.

Monsieur le Président,

14. La réforme des Nations Unies, en particulier celle du **Conseil de Sécurité**, continue encore d'occuper nos débats.

Je voudrais à nouveau souligner ici l'obligation morale qui nous incombe de réparer l'injustice historique faite à l'Afrique, seul Continent exclu des sièges permanents du Conseil dont 70% de l'agenda concernent pourtant les question africaines.

Indépendamment du dossier global de la réforme, il est légitime pour l'Afrique de réclamer son droit à la parole par l'octroi d'un siège permanent là où son propre sort est décidé au quotidien.

15. Au demeurant, il y a des raisons de faire confiance à l'Afrique avec les progrès significatifs que nous enregistrons dans **la consolidation de la paix et de la sécurité.**

C'est le cas au Burundi, en République Démocratique du Congo, en Sierra Léone, au Libéria qui a d'ailleurs réussi une première en Afrique en élisant une femme comme Président de la République et en Côte d'Ivoire où le processus de paix est désormais en marche.

16. Au Soudan, tarauté par le problème du Darfour, nous avons bon espoir que la résolution 1769 du Conseil de Sécurité créant une **opération hybride Union Africaine/ONU au Darfour** ouvre des perspectives de règlement définitif de ce douloureux conflit.

Je confirme ici la participation du Sénégal, déjà présent au Darfour avec la Mission de paix de l'Union Africaine, à la Force hybride.

Les développements positifs en Afrique devraient définitivement convaincre les afro-pessimistes que la guerre n'est pas une fatalité chez nous.

Alors, le temps des clichés injustes qui collent à l'Afrique l'image permanente d'un Continent livré aux maladies, à la guerre et à la corruption doit être révolu.

De plus en plus, les réunions internationales se limitent à parler des maladies en Afrique. C'est bien, mais il faut aussi penser aux bien portants qui ont besoin de vivre.

Non, l'Afrique n'est pas malade.

Réduire l'Afrique et les africains à ce cercle vicieux, c'est ignorer le vécu quotidien de millions d'hommes et de femmes courageux, de tous âges et de toutes conditions, des villes et des campagnes, qui mènent inlassablement le combat du développement économique et social.

Cette Afrique là n'est pas virtuelle. Elle n'inspire ni pitié ni charité mais réclame plus de justice et d'équité.

Monsieur le Président,

17. **La situation au Moyen Orient continue d'être un sujet de grave préoccupation. Je souhaite réaffirmer ici le soutien indéfectible du Sénégal à la juste cause du Peuple palestinien dans sa quête légitime d'un Etat viable, libre et indépendant.**

Nous appuyons tous les efforts déployés pour aider les peuples palestinien et israélien à vivre enfin en paix, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues.

Monsieur le Président,

Alors que le souvenir des deux grandes guerres hante encore nos esprits, les antagonismes religieux font peser de graves menaces sur la paix et la sécurité internationales au 21^e siècle.

Il est inacceptable que le sentiment de plus d'un milliard de musulmans continu d'être attaqué par des individus mal intentionnés au nom d'une prétendue liberté d'expression sans bornes. Toute liberté trouve ses limites dans la responsabilité.

La Communauté internationale doit, sans tarder, chercher dans la concertation les voies d'une cohabitation pacifique pour les générations actuelles et futures.

18. C'est tout le sens de mon appel pour la tenue prochaine **d'un Sommet sur le dialogue islamo-chrétien.**

Le Sénégal qui aura l'honneur d'accueillir le 13 et 14 Mars 2008, le 11^e Sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique, appelle de tous ses vœux l'avènement d'une nouvelle ère de paix, de compréhension mutuelle entre les peuples, de tolérance et de fraternité humaine .

19. Je voudrais terminer par faire **une proposition pour financer la lutte contre la pauvreté et contre la dégradation de l'environnement.**

On sait que l'oligopole de l'OPEP augmente le prix du pétrole comme il veut en manipulant l'offre. C'est la loi du marché même si nous autres en souffrons beaucoup.

Eh bien je propose que chaque fois que l'OPEP augmente le prix du pétrole, elle ajoute volontairement 2%, l'un pour combattre la pauvreté et l'autre pour lutter contre la dégradation de l'environnement. Sur 200 millions de dollars de bénéfices pétroliers sur l'Afrique, cela fait 40 millions. Vous ne le sentirez pas plus qu'actuellement : le baril qui était de \$ 29 en décembre 2003 s'élève maintenant à plus de \$ 81.

Je vous remercie de votre attention.